



MD.

BEGLES, le 23 décembre 2014

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 DECEMBRE 2014

Etaient présents : M. Noël MAMERE, Mme Isabelle BOUDINEAU, M. Franck JOANDET, Mme Fabienne FEDOU, M. Olivier GOUDICHAUD, Mme Isabelle FORET-POUGNET, M. Patrice VIVANT, Mme Amélie COHEN LANGLAIS, M. Jean-Etienne SURLEVE-BAZEILLE, Mme Edwige LUCBERNET, M. Cédric DUBOST, Mme Fabienne CABRERA, M. Aurélien DESBATS, M. Philippe MARTIN, M. Marc CHAUVET, Mme Evelyne LABARTHE, Mme Nadia BENJELLOUN-MACALLI, M. Benoît D'ANCONA, M. Pascal LABADIE, Mme Isabelle TEURLAY-NICOT, Mme Cathy CAMI, M. Clément ROSSIGNOL-PUECH, Mme Myriam MONTAGUT-LOBJOIT, M. Guénolé JAN, Mme Sandra JENSEN, Mme Christelle LAHAYE, Mme Zouina HAMMI-OUAHIOUNE, M. Kewar CHEBANT, M. Mamadou NIANG, Mme Christine TEXIER, Mme Christelle BAUDRAIS, M. Thierry BEER DEMANDER, Mme Françoise MATHA-STEPANI, M. Bruno PALUTEAU, Mme Nathalie LE GUEN.

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation : /

Absent : /

Secrétaire de la séance : M. Guénolé JAN

MOTION - Extension du périmètre du Plan particulier d'intervention de la centrale nucléaire du Blayais

Motion votée à l'unanimité au Conseil de Communauté le 28 novembre 2014.

Il y a un peu plus de deux ans, le drame de Fukushima avait brutalement rappelé au monde que le nucléaire n'est pas et ne sera jamais une technologie dépourvue de risques.

Située à 45 kilomètres de la centrale nucléaire du Blayais, notre agglomération est particulièrement concernée par ce risque nucléaire. Mise en service en 1981, cette centrale dispose depuis 1983 de quatre réacteurs de 900 MW qui sont refroidis par pompage d'eau dans la Garonne. Lors de la tempête de décembre 1999, cette centrale a été inondée, les vagues étant passées au-dessus des digues de protection jugées jusqu'alors suffisantes, ce qui a donné lieu à un incident de niveau 2 sur l'échelle INES.

En matière de sécurité, chaque site nucléaire doit être doté d'un Plan particulier d'intervention (PPI) guidant l'action d'urgence des pouvoirs publics pour la gestion d'une crise radiologique et/ou chimique. Ce document élaboré par le Préfet est utilisé par l'ensemble des services avec comme premier objectif la mise en œuvre d'actions de protection des populations. Laissé à l'appréciation des pouvoirs publics locaux, le périmètre du Plan particulier d'intervention de la centrale du Blayais ne concerne aujourd'hui qu'un petit périmètre de 10 kilomètres de rayon.

A la lumière de la catastrophe de Fukushima qui a révélé des traces de contamination dans un rayon de 50 km autour de la centrale, l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN), l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) et l'Association Nationale des Comités et Commissions Locales d'Information (ANCCLI) s'accordent à penser qu'il faudrait, en France, relever le périmètre des PPI à 80 km.

C'est la raison pour laquelle le 7 novembre dernier, l'ANCCLI a demandé officiellement une extension des zones concernées par les plans de secours à un périmètre d'un rayon de 80 kilomètres autour de chaque centrale nucléaire. Un élargissement du périmètre du Plan particulier d'intervention du Blayais s'avère dès lors indispensable. Il est en effet de notre responsabilité d'élus d'anticiper et de prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité des populations que nous représentons.

Dans ce contexte, le Conseil Municipal de Bègles, réuni le 18 décembre 2014, demande au Préfet de la Gironde

- ***l'extension du périmètre du Plan Particulier d'Intervention de la Centrale du Blayais à un rayon de 80 kilomètres autour de cette installation.***

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

1. ELABORATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX – DEBAT SUR LES ORIENTATIONS

En application des articles L.123-9 et L.123-18 du Code de l'Urbanisme, un débat sur les orientations futures à mettre en place lors de l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal de la C.U.B. (RLPi) a été effectué au sein du Conseil Municipal et les orientations proposées ont été approuvées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

2. STADE DU HAUT-VERDUC – CREATION D'UN ENSEMBLE DESTINE A AUGMENTER LA CAPACITE D'ACCUEIL DU SITE POUR L'ECOLE DE RUGBY – PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE D'UN FONDS DE CONCOURS A LA C.U.B.

Pour la réalisation de ce projet, il est décidé de solliciter une subvention de 300.000 € auprès de la Communauté Urbaine de Bordeaux dans le cadre du fonds de concours au soutien à l'investissement sportif des communes.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 CONTRE

3. CESSION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER « MAYE DE BERNET » - ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION DU 3 JUILLET 2014

Il est décidé d'annuler la délibération du 3 juillet 2014 et, en remplacement, de céder les parcelles AK 695, 696, 697, 698, 699, 700, 647 et 653, d'une surface de 19.707 m², au profit de la SA d'H.L.M. VILOGIA. La régularisation de cet accord aura lieu par voie d'acte notarié et la valeur de transaction est fixée à 5.000.000 Euros.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

4. AVANCE SUR SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS AU TITRE DE L'ANNEE 2015

Afin de permettre à certaines associations de fonctionner dès le début de l'année 2015, il est décidé de leur accorder une avance de 25 % du montant voté en 2014.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 CONTRE

Ne participent pas au vote :

Pour le CGOS - M. MAMERE, Mme FEDOU, Mme CABRERA, M. MARTIN, M. CHAUVET, Mme LABARTHE, M. JOANDET, M. DESBATS, M. LABADIE

Pour la CAISSE DES ECOLES - M. le MAIRE

Pour le CREAC - Mme LUCBERNET, Mme BENJELLOUN-MACALLI

Pour REMUE-MENINGES - M. DUBOST, Mme JENSEN

Pour le CENTRE SOCIAL ET CULTUREL L'ESTEY - Mme FORET-POUGNET

Pour le C.C.A.S. - M. le MAIRE

Pour SAGE - Mme CAMI, M. DUBOST

Pour la MISSION LOCALE - M. le MAIRE, Mme FEDOU, M. CHEBANT, Mme LABARTHE

Pour A.DE.L.E. - M. le MAIRE, Mme FEDOU, Mme MONTAGUT-LOBJOIT, Mme LAHAYE, M. DESBATS

Pour le C.A.B. - M. JOANDET

Pour le C.A.B.B.G. AMATEUR - M. JOANDET

Pour BAGATELLE (CRECHE) - M. JAN

5. AUTORISATION DE DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2015

Considérant la nécessité de débiter rapidement certains travaux et d'acquiescer des matériels, il est décidé de procéder à l'autorisation anticipée de dépenses (Total prévu par anticipation : 1.155.250 Euros).

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 CONTRE

6. SIGNATURE DU PROTOCOLE D'ACCORD POUR LE FONCTIONNEMENT DU PLIE DES GRAVES

Le Conseil approuve la convention d'objectif entre la Ville et l'association support du PLIE pour la durée de la subvention globale 2015-2019 dans le respect de l'annualité budgétaire et approuve le versement de la subvention communale à l'Association A.DE.L.E., en tout début d'exercice civil, afin d'éviter toute situation de trésorerie déficitaire pour l'association. L'Association A.DE.L.E., support du PLIE des Graves, est autorisée à reverser une partie de cette subvention à l'organisme intermédiaire AG3PLIE par convention d'apport avec droit de reprise pour la gestion du programme et cela autant que de besoin. La Ville s'engage à assurer la contrepartie aux fonds de l'Union Européenne pour la période 2015/2019 et, à partir de budgets dédiés, à voter annuellement et assurer le cofinancement du plan d'action du PLIE des Graves avec les fonds de l'Union Européenne.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

7. SUBVENTION A L'UNION DES COMMERCANTS ET ARTISANS DE BEGLES – QUARTIER DU 14 JUILLET – PROJET DE MARCHE DE NOEL 2014

Dans sa démarche de soutien au commerce de proximité, la Ville a souhaité accompagner cette manifestation en accordant le versement d'une subvention de 1.500 €.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

8. SIGNATURE D'UNE CONVENTION PARTICULIERE ENTRE L'A'URBA ET LA COMMUNE AU TITRE DE L'ANNEE 2014

Comme chaque année, une convention particulière est signée définissant certaines problématiques qui seront tout particulièrement traitées par l'A'URBA :

- Assistance qualité urbaine et patrimoniale (expertises, permis de construire, commissions et jurys)
- Expertises à la demande
- Finalisation de l'étude prospective sur le site Rives d'Arcins/Domaine de Geneste.

Le Conseil décide d'allouer une subvention de 10.000 € à l'A'URBA, Agence d'Urbanisme Bordeaux Métropole Aquitaine et autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 CONTRE

9. DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE LA VILLE

Les divers ajustements proposés sont approuvés.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 31 VOIX POUR – 2 CONTRE – 2 ABSTENTIONS

10. MODIFICATION DES RESULTATS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (2^{EME} LECTURE)

Il y a lieu de rétablir le résultat de fonctionnement tel qu'il figurait au Budget Primitif 2014 et de procéder à son réajustement comme suit : en fonctionnement (Nature 002 - Fonction 01) par la minoration du montant de 84.137,56 € correspondant au solde des mêmes rattachements des ICNE. Ainsi, le résultat de clôture de fonctionnement 2013 à reprendre sur le budget 2014 est de 7.105.919,09 €.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

11. CREATION D'EMPLOIS D'AGENT RECENSEUR DANS LE CADRE DU RECENSEMENT DE LA POPULATION

Il est décidé de recruter **5 agents non titulaires saisonniers** rémunérés de la façon suivante :

- Feuille de logement : **2,12 € / feuille**
- Bulletin individuel : **3,26 €**
- Formation et tournée de reconnaissance : **10,11 € / heure**
- Frais de déplacement : **25,00 €**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

12. TARIFS DU PORT DE PLAISANCE

Comme chaque année, il faut envisager une révision des tarifs du Port de Plaisance. Le Conseil fixe, à compter du 1^{er} janvier 2015, les nouveaux tarifs et accepte d'augmenter l'ensemble des tarifs de 8 %, à l'exception de l'aire technique.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

13. SERVITUDE DE PASSAGE D'UN RESEAU ELECTRIQUE RUE DU LUGAN

Il est décidé de consentir une servitude pour le passage de deux canalisations souterraines de 130 mètres, sur la parcelle BO 15, rue du Lugan. ERDF versera une compensation forfaitaire de 10 €.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

14. MODIFICATION DU TARIF APPLICABLE AUX DROITS DE PLACE SUR LES MARCHES FORAINS

A compter du 1^{er} janvier 2015, les tarifs applicables aux droits versés par les marchands forains sont fixés comme suit :

- **MARCHÉS FORAINS :**
0.83 € le mètre linéaire payable à chaque utilisation.
- **AUTRES EMPLACEMENTS FORAINS** autorisés par arrêté municipal :
25.32 € le mètre carré par an.
- **RÉCUPÉRATION FORFAITAIRE D'ÉLECTRICITÉ :**
2.68 €

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

15. MODIFICATION DU TARIF APPLICABLE AUX DROITS DE PLACE SUR LA STATION DE TAXIS

Compte tenu de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation de l'I.N.S.E.E. de 0,5 % pour le mois d'octobre 2014 sur un an, il est décidé d'augmenter le tarif des droits de place dans la même proportion, soit une hausse de **0,09 €**, et de le fixer à :

- **18,50 € payables annuellement et d'avance à la Perception de BEGLES.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

16. MODIFICATION DES TARIFS DES OPERATIONS FUNERAIRES POUR 2015

Les tarifs des opérations funéraires pour l'année 2015 sont fixés, conformément à la loi du 8 janvier 1993.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

17. MODIFICATION DES TARIFS DES CONCESSIONS FUNERAIRES

Les tarifs des concessions temporaires, perpétuelles, du columbarium et du dépositoire dans le Cimetière de Bègles, sont fixés à compter du 1^{er} janvier 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR